

## Un an après l'horreur du 7 octobre (p. 9)



### Vidéo

Rendez leur  
dignité aux  
ADREXO -  
Milee !

**Lettre du secrétaire  
national du PCF  
aux forces de  
l'ordre (p. 3)**

### Racaille

J eudi dernier, sur France 2, on pouvait entendre Laurent Jacobelli, porte-parole de RN (et député de Moselle), défendre, tout onctueux, « monsieur le premier ministre Michel Barnier qui propose des choses intéressantes ». Tout le plateau télé en était un peu sidéré, et nombre de téléspectateurs aussi sans doute. Car il n'a pas toujours été aussi poli, Jacobelli. Il n'y a pas si longtemps, il traitait encore un de ses collègues de l'Assemblée de « racaille ». D'ailleurs notre affable défenseur de Barnier a été mis en examen, en avril 2024, pour « injures et diffamation envers un membre du Parlement ». On dirait qu'il a depuis appris les bonnes manières. ♡

Gérard Streiff

**SOUSCRIPTION** (cliquez)

Je verse : ..... €

« *Donnez au PCF  
les moyens d'intervenir* »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

# Octobre Rose

**P**our Octobre Rose, comme chaque année, nous réaffirmons notre engagement indéfectible en faveur de la lutte contre le cancer du sein. Le service public est un pilier essentiel de notre société dans cette lutte. Il est impératif de garantir un accès équitable aux soins pour toutes les femmes sur l'ensemble du territoire, indépendamment de leur situation économique. La défense du service public de santé est une condition sine qua non pour assurer des diagnostics précoces, des traitements et un accompagnement adaptés. Nous soutenons également la prise en charge à 100 % des soins post-opératoires, proposition dont les parlementaires communistes se sont saisis. Notre pétition pour soutenir cette proposition est toujours en ligne. 🗳️



[https://www.pcf.fr/campagne\\_cancer\\_du\\_sein](https://www.pcf.fr/campagne_cancer_du_sein)

## LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

**Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < [Imons@pcf.fr](mailto:Imons@pcf.fr) >**

**12 octobre de 11 h à minuit :** Les communistes du pays de Fougères organisent leur fête annuelle du journal **Avec Vous** à la salle de la Forairie. Au programme : débats, karaoké, pièce de théâtre, galette, saucisse, crêpes et repas convivial. En présence de Léon Deffontaines, porte-parole du PCF.

**19 & 20 octobre :** 83e anniversaire de l'hommage aux fusillés de Châteaubriant. Pour les Francilien·nes, AR en bus, repas & hébergement, 90 €. Informations et inscriptions : Olivier Gault 0686284711 / [olivier.gault@laposte.net](mailto:olivier.gault@laposte.net)

**19 & 20 octobre :** Les communistes de Savoie organisent, comme chaque année, la fête de leur journal **les Allobroges savoyards**, plus connu sous le nom de **Les Allos...** Cette fête se tiendra au scarabée à Chambéry (Chambéry le Haut...). Moment de débats, de rencontres de concerts, de restauration...

**20 octobre 2024, du Mont Valérien à Châteaubriant**

**L'Amicale Châteaubriant, Vôves, Rouillé, Aincourt vous invite à participer à la commémoration de Châteaubriant (Loire-Atlantique) Départ en car de Nanterre (gratuit)**

Inscription possible jusqu'au samedi 19 octobre 22 h  
[collectifchateaubriant.nanterre@gmail.com](mailto:collectifchateaubriant.nanterre@gmail.com)

**24 octobre : 18h30/20h30** – Visioconférence :

**Élection présidentielle aux États-Unis : À quelles conditions Kamala Harris peut-elle gagner ?**

Avec : Bennett Carpenter (responsable du mouvement progressiste d'éducation politique et populaire **Durham For All**, Caroline du Nord) Donna Kesselman (sociologue du travail, enseignante-chercheuse à la faculté des Lettres Langues et Sciences humaines de l'Université Paris-Est Créteil, membre du laboratoire IMAGER, spécialiste des droits sociaux aux États-Unis)

Rejoindre la visioconférence :

[https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN\\_V3XhsVauRzytGvCkw0Elww](https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_V3XhsVauRzytGvCkw0Elww)

**16 & 17 novembre :** Fête de l'Humanité Normandie : musique, culture, politique... Entrée à partir de 20 €, gratuit pour les – de 12 ans. Parc des Expositions, Rouen (76)

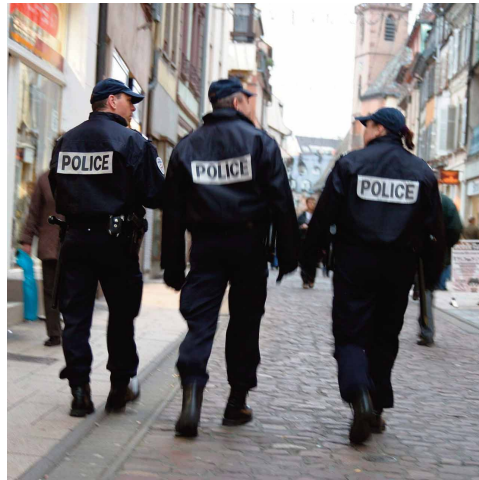
**23 & 24 novembre, à partir de 11 h :** 33e Fête de l'Humanité Bretagne : concerts, débats... Entrée 20 € les 2 jours, tarif solidaire 10 €, 1 jour 14 €. Parc des Expositions, Lorient (56)

# Lettre ouverte aux forces de l'ordre

**M**esdames, Messieurs, Vous êtes 270 000 à assurer, chaque jour, le droit à la sécurité et à la tranquillité de nos concitoyens. Policiers, gendarmes, douaniers, toutes et tous agents du service public, vous avez fait le choix courageux de vous mettre au service de la nation et de garantir la paix civile. Vous avez su, lors des Jeux olympiques, garantir la sécurité et la sérénité de cet évènement international et ainsi permettre à la France d'accueillir le monde, fraternellement, généreusement. Nous vous en sommes extrêmement reconnaissants.

Beaucoup de nos concitoyens auraient aimé qu'une telle parenthèse de concorde s'inscrive dans la durée. Mais les exigences du moment et les évolutions de la société pèsent sur nos vies à tous et affectent défavorablement votre travail quotidien. Des décennies de politiques du chiffre, additionnées à des réductions budgétaires et des réorganisations perpétuelles ont affaibli votre capacité d'agir efficacement.

Beaucoup d'entre vous se sentent découragés, avec l'impression de « vider l'océan à la petite cuillère » ajoutée à l'absence de reconnaissance de vos métiers. Tout cela nourrit de la déception, de la colère. Les démissions s'enchaînent à un rythme plus élevé que les recrutements. Pourtant, notre pays doit affronter des menaces toujours plus grandes : terrorisme, narco trafic, cyber attaques et cybercriminalité, blanchiment d'argent et corruption, délinquance en col blanc et délinquance tout



court, racisme, antisémitisme, violence sexuelles et intrafamiliales...

Nous surmonterons tous ces fléaux en mobilisant tous les moyens de la nation, ceux de la justice mais aussi l'ensemble de nos services publics et de leurs agents. Parce que la France a besoin d'un continuum de sécurité, l'État, à vos côtés, doit retrouver sa place, toute sa place pour garantir à chaque citoyen la sécurité, la tranquillité, la justice, quels que soient son lieu d'habitation, son âge, sa classe sociale ou sa couleur de peau.

C'est pourquoi nous sommes tellement attachés à la construction d'un grand service public de la sécurité aux côtés d'un ministère de la Justice en capacité de faire appliquer rapidement ses décisions, toutes ses décisions. Nous défendons le recrutement dans un premier temps de 60 000

fonctionnaires dans la police, la gendarmerie et les douanes, dont 30 000 nouveaux fonctionnaires de police dédiés à une police du quotidien, de proximité et de terrain. Nous devons aussi redonner tous ses moyens à la police judiciaire en abrogeant la dernière réforme afin qu'elle puisse pleinement travailler au service de la justice, mener des enquêtes, en toute indépendance du pouvoir politique.

Alors que de nombreuses villes ont investi dans des polices municipales et dans la vidéo surveillance, les moyens de la police nationale reculent dans ces mêmes villes. Nous souhaitons donc revoir l'organisation en communautés de brigade ou circonscription d'agglomération en renforçant le maillage en commissariats et brigades de gendarmerie à travers le pays, dotés de moyens d'intervention, 24 h/24 h, et des moyens d'investigation à la hau-

teur des besoins. Nous souhaitons accroître les moyens dédiés à la police technique, scientifique, au renseignement, aux unités en charge du trafic, de la délinquance financière, du trafic d'êtres humains et du démantèlement des réseaux mafieux, de toute cette délinquance qui gâte la vie des gens. Nous voulons retrouver le contrôle de nos frontières et empêcher autant que possible l'entrée des substances illicites comme celle des armes. Les moyens humains et techniques que nous devons développer sont considérables mais nous devons en faire une priorité. Car c'est en contrôlant beaucoup plus les marchandises qui entrent par nos ports, nos aéroports que nous arriverons à tarir la source, dans l'Hexagone comme dans les territoires d'Outre-Mer.

Nous relèverons ce défi par un plan pluriannuel d'embauches et de formations. Et nous y parviendrons en rendant plus attractives toutes vos missions. Nous proposons de revaloriser vos salaires, par la hausse de 10 % du point d'indice, par la transformation de nombreuses primes en salaires, par l'accès à une retraite anticipée, par la fin de la politique du chiffre, par la protection de vos vies comme de celle de vos familles. Nous faisons de la lutte contre le haut du spectre des trafiquants de drogues, d'armes ou d'êtres humains notre priorité. En cela, nous exigerons un haut niveau de réciprocité entre nos services et ceux notamment des monarchies du Golfe, comme ceux d'Afrique du Nord et d'Amérique latine pour tarir à la source l'arrivée de la drogue, mettre fin à l'impunité pour les criminels en exil et rendre ainsi effectif le démantèlement des filières.

Nous activerons tous les leviers, qu'ils soient économiques, diplomatiques ou politiques, loin de la

timidité affichée par la France ces dernières années. Nous souhaitons également revoir et allonger la formation des policiers et agir contre la surpopulation carcérale, assurer des conditions dignes de détention et donner les moyens à l'administration pénitentiaire et judiciaire de réaliser sa mission en toute sécurité.

Nous devons investir beaucoup plus fortement dans notre jeunesse pour la préparer à relever les beaux défis de notre pays. L'éducation, le travail, le respect, la liberté, l'égalité, la fraternité, la laïcité sont des principes, des droits et des valeurs de notre République que nous voulons faire vivre pleinement pour nos enfants. C'est aussi le meilleur moyen pour lutter contre la délinquance avec des services de l'État, de la justice, de l'éducation nationale à la hauteur. Aucune mesure d'économie ne doit les toucher, à l'image de celles subies par la Protection judiciaire de la jeunesse.

Vous le constatez vous-même : quand l'État recule, c'est l'ensemble des services publics qui disparaît et, à travers cet affaiblissement orchestré, c'est la cohésion nationale qui est menacée. C'est pourquoi le budget de l'État doit se mettre au service de ces choix. Nous irons chercher l'argent là où il se trouve. Mais certainement pas dans les poches de celles et ceux qui travaillent et contribuent déjà beaucoup, comme vous toutes et vous tous.

Les communistes sont pleinement à votre disposition pour échanger sur cette ambition que nous portons pour la France et l'ensemble de nos concitoyens.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations républicaines. ✪

**Fabien Roussel**



## Une stèle en hommage aux membres de la colonne Fabien morts à Gravelotte en 1944

À l'initiative du Souvenir français, une stèle en hommage aux morts de la colonne Fabien tués à Gravelotte a été inaugurée le 29 septembre dernier. Cette stèle répare un oubli et il a fallu toute la persévérance de Gérard Bricage, président du comité local, pour ce résultat.

Du 24 au 26 septembre 1944 à Gravelotte, 15 volontaires de la colonne Fabien sont morts pour la France. Issus de la Résistance d'Île-de-France notamment, ces jeunes gens ont rejoint la colonne Fabien après l'insurrection de Paris.

Après avoir participé à la Libération de Paris, le colonel Fabien (surnom de Pierre Georges et auteur du premier attentat contre un officier allemand le 21 août 1941 au métro Barbès-Rochouart) rassembla un groupe de cinq cents hommes pour continuer la lutte contre l'armée allemande avec les forces françaises et alliées.

Sa troupe devint vite un régiment rattaché à la division Patton et engagé dans la campagne en Lorraine et en Alsace. L'unité dépassera le seuil des 3 000 volontaires et sera intégrée dans la première armée française. L'enthousiasme est sans doute la seule chose dont ne manquait pas l'unité. Les vêtements civils étaient inadaptés et l'armement hétéroclite et insuffisant.

Le nom des 15 soldats ont été portés sur la stèle. Ce monument a été labélisé « 80 ans de la libération ». De nombreux élus et représentants des collectivités locales étaient présents.

Jacques Maréchal a pris la parole pour le PCF. Il a salué la tenue de cette initiative, une première en Moselle. Au cours de son intervention, il a rappelé le parcours de Pierre Georges et ses responsabilités dans la Résistance.

Cette stèle sert à perpétuer la mémoire de ces combattants et leur place dans l'Histoire. ✪

# Un nouveau local PCF pour Paris 17<sup>e</sup>

**S**amedi dernier a eu lieu l'inauguration du nouveau local de la section PCF du XVII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Deux ans après avoir quitté le local précédent, les camarades parisiens ont pu se retrouver dans une ambiance festive accompagnée de prises de parole du secrétaire de section Pablo Landivier, élu cette année à la tête du XVII<sup>e</sup>, ainsi que de Ian Brossat, sénateur PCF, et Adrien Tiberti, secrétaire de la fédération du PCF Paris.

Dans un discours émouvant, Pablo Landivier prit la parole au nom d'une section qui s'est (re)construite autour d'une éthique militante exemplaire : initiatives hebdomadaires, participation à la vie fédérale, débats stimulants alimentés par les camarades de tous les milieux, cette petite section bénéficie d'un dynamisme contagieux. Un renouveau dans les méthodes militantes, une proximité avec les acteurs locaux et syndicaux, et une volonté inépuisable de la part du Bureau politique et des camarades ont fait évoluer et s'implanter les idées communistes dans un arrondissement aux profondes contradictions, tant démographiques que politiques. Ce dynamisme ne sort pas de nulle part : bien que le bureau du XVII<sup>e</sup> exhibe un sang neuf, les générations militantes échangent et s'enrichissent, comme le montrent les affiches aux murs, entre Guy Môquet, militant du XVII<sup>e</sup> fusillé à Châteaubriant, et le Nouveau Front populaire.

« Dans le XVII<sup>e</sup>, le PCF est le seul parti de gauche à posséder un local », souligne Adrien Tiberti. Et les questions locales ont animé la section depuis deux ans : en conseils de quartier, pour le droit au logement et aux transports, et toujours pour les services publics dans l'arrondissement, les camarades sont allés auprès des habitants et travailleurs, de Ternes à Guy Môquet, pour faire valoir leurs droits et porter la solidarité. Le XVII<sup>e</sup> est pourtant un arrondissement en tension entre le XVI<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> arrondissements, où la division de classe perdure. Ainsi les camarades ont-ils redoublé d'efforts afin de penser les lieux stratégiques où mener campagne, tout en offrant un contact facile et maintenu. Ancien élu au logement de la Mairie de Paris, Ian Brossat souligna l'importance du local comme centre vivant d'une section, où se rencontrent les camarades pour débattre, statuer ou se rassembler pour des moments fraternels.

Cette soirée a surtout souligné la camaraderie existante entre les militants du XVII<sup>e</sup>, dont les effectifs n'ont cessé de croître, même en l'absence de local : militants, adhérents et sympathisants de toutes les générations ont profité du nouveau local qui accueillera maints débats et rencontres à l'avenir. ✪

**Ada Souchu**



# La ruralité en fête et en débat

La Fête de l'Humanité Sologne a connu un nouveau succès à l'occasion de sa 9e édition. Plus de 120 personnes se sont retrouvées les 5 et 6 octobre à Villefranche-sur-Cher. Samedi la fréquentation était en nette hausse pour le salon du Livre marqué par la présence de Gérard Mordillat. Le débat du dimanche a permis aux forces du Nouveau Front populaire qui avaient accepté l'invitation de confronter leurs propositions pour "vivre et travailler au pays". La dynamique née d'une campagne législative aussi inattendue que courte mais qui a vu la gauche passer de 6 700 à 10 300 voix entre 2022 et 2024 s'est ressentie en termes de fréquentation. La présence de l'auteur des Exaltés et de Vive la sociale ! a aussi dopé la participation, notamment lors du salon du Livre.



Le dimanche a permis de confronter les pistes afin de transformer la vie dans les territoires ruraux. Réindustrialisation, développement des coopératives, relance des services publics et soutien aux mobilités physiques comme sociales... apparaissent comme autant de pistes politiques évoquées par la

salle ainsi que par Jean-Loup Michel, co-secrétaire des Écologistes du Loir-et-Cher, et Sylvie Mayer, candidate en juin pour le NFP dans la circonscription et co-animatrice de la commission nationale Économie sociale et solidaire du PCF. Jean-Pierre Rosello, économiste marxiste, a contribué à mettre en lumière les moyens qui existent pour financer ces propositions. ✪

**Le collectif**



## PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

*Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.*

**Je verse :** ..... € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... VILLE .....

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »  
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



# Fête 2024 du PCE à Rivas - Vaciamadrid

Dès le lendemain de la soirée de solidarité avec Cuba du jeudi 26 septembre à Hendaye, une délégation des communistes des Pyrénées-Atlantiques a accompagné notre camarade Charlotte Balavoine, membre du Conseil national, responsable Europe de la Commission internationale, qui répondait ainsi pour la deuxième année consécutive à l'invitation du Parti communiste d'Espagne. La délégation était constituée de cinq camarades de différentes sections des Pyrénées-Atlantiques et conduite par Jean-Patrice Basano, notre secrétaire fédéral.

Dès notre arrivée le vendredi après-midi, nous avons aménagé l'emplacement qui nous avait été attribué. Nous avons notamment distribué plusieurs centaines d'exemplaires d'un tract national PCF en espagnol: "El Partido comunista francés en la fiesta del PCE 2024", qui faisait un point sur la situation politique dans notre pays suite aux législatives et sur les revendications portées par notre parti. L'objectif de notre participation était de consolider les liens avec nos camarades espagnols qui ne manquaient pas de faire une halte à notre stand, exprimant une réelle amitié pour notre parti, pour son histoire et ses liens historiques et concrets de solidarité pendant la guerre d'Espagne et la (trop) longue époque du franquisme. Nombreux étaient ceux qui ont vécu en France, fils ou petits-fils d'exilés, immigrés économiques aussi, étudiants d'Erasmus... et bon nombre évoquaient leur participation à la Fête de l'Humanité. On sentait le bonheur de parler (parfois plus ou moins) français. Nous en avons bien entendu profité pour présenter quelques produits de notre pays, et quoi de mieux que des fromages (même s'ils ont embaumé notre véhicule tout au long du voyage...) ? Le tout accompagné de



Devant le stand du PCF à la Fiesta del PCE 2024. Le Comité Central du PCE après le discours d'Enrique Santiago

quelques vins locaux. Denrées fort appréciées par nos camarades espagnols.

Quant à la Fête elle-même, certes modeste au vu de notre Fête de l'Humanité, elle n'en était pas moins combative et militante. Débats, projections et présentations de livres ont ponctué ces trois jours, avec un accent particulier concernant le refus des violences sexistes. Puis un concert le samedi soir. Notre camarade Charlotte a été invitée à participer à deux débats (transition énergétique, lutte contre l'extrême droite). Était présente aussi la vice-ministre communiste du Travail, Yolanda Diaz, qui a débattu de la journée de travail et des salaires. À propos de projections, nous avons eu le plaisir de rencontrer Yaimi Ravelo, la jeune réalisatrice du documentaire "La Gota de agua" sur l'impact du blocus nord-américain sur le système de santé cubain projeté à Hendaye l'avant-veille, à l'occasion de la projection d'un autre de ses documentaires, et nous avons pu lui exprimer l'émotion ressentie par le public lors de notre soirée départementale.

Fête du PCE très politique donc, ponctuée par les

expressions de grande solidarité internationale, notamment avec les peuples palestinien, cubain et sahraoui. Le meeting du samedi soir avec les dirigeants locaux et le Secrétaire général du PCE, Enrique Santiago, fut combatif et sans équivoque, appelant les choses par leur nom, comme la demande de rupture diplomatique avec Israël et l'expulsion immédiate de son ambassadrice. Et pour clore ce grand rassemblement, l'Internationale (avec trois couplets, tout de même) chantée par cœur par le public poing levé.

Bref, expérience à renouveler l'an prochain avec Charlotte Balavoine et, qui sait, peut-être, à étendre à la fête d'Avante à Lisbonne, afin de rendre plus visible les liens que tissent nos partis respectifs dans la lutte contre la montée de l'extrême-droite en Europe. Le bilan politique et financier de cette initiative internationaliste sera présenté fin octobre au prochain Conseil départemental 64 du PCF. ☆

**Marie-Carmen Nazabal**

# Monsieur Hetzel, pouvons-nous encore parler de paix ?

Le 4 octobre dernier, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a publié un communiqué de presse adressé aux présidents d'universités au sujet des manifestations étudiantes en lien avec le « conflit israélo-palestinien ». M. Hetzel condamne les « manifestations et prises de position de nature politique » sous prétexte d'atteinte « aux principes de neutralité et de laïcité du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche ». Il souligne ensuite « l'obligation » des directeurs d'établissement de prévenir les « risques éventuels », en somme d'interdire les manifestations pour la paix au Proche-Orient.



Le triste anniversaire de l'attentat terroriste du Hamas du 7 octobre 2023 ne doit pas être un prétexte pour interdire les mobilisations pour la paix au Proche-Orient. Cette atteinte au droit de manifestation ainsi qu'à la liberté académique des universités n'est ni justifiée, ni proportionnée.

L'enseignement supérieur doit permettre aux étudiants de se forger leurs opinions en s'ouvrant au monde. Le principe de « neutralité » propre au service public n'implique pas la répression des prises de position politiques des étudiantes et étudiants. Cette justification constitue une atteinte au principe de la

liberté académique des universités.

Aussi, prendre comme prétexte de ces interdictions une hypothétique atteinte à la laïcité est grave et malhonnête. Cette seconde justification essentialise à la fois les populations palestinienne et israélienne à un culte. Or, la situation au Proche-Orient ne relève pas d'un conflit religieux mais bien d'une situation de lutte coloniale.

L'Union des étudiant·e·s communistes

- Dénonce l'attaque frontale du gouvernement à l'encontre du principe de liberté académique, ainsi que la répression à l'en-

contre du mouvement pour la paix et l'autodétermination des peuples.

- Revendique un cessez-le-feu immédiat au Proche-Orient.

- Revendique la construction d'une paix juste et durable qui induit le respect des frontières et de la souveraineté de chaque État.

- Revendique la reconnaissance par la France de l'État de Palestine aux frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale.

- Revendique la libération des prisonniers politiques palestiniens ainsi que des otages israéliens. ✪



Soutenons l'Avant-Garde  
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde  
2 place du Colonel Fabien 75019  
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin



2, place du Colonel-Fabien -Paris 19<sup>e</sup>

COMITÉ DE RÉDACTION:

Igor Zamichiei (directeur),  
Gérald Briant, Amado Lebaube,  
Léna Mons, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: [communistes@pcf.fr](mailto:communistes@pcf.fr)

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

UEC



# Un an après l'horreur du 7 octobre

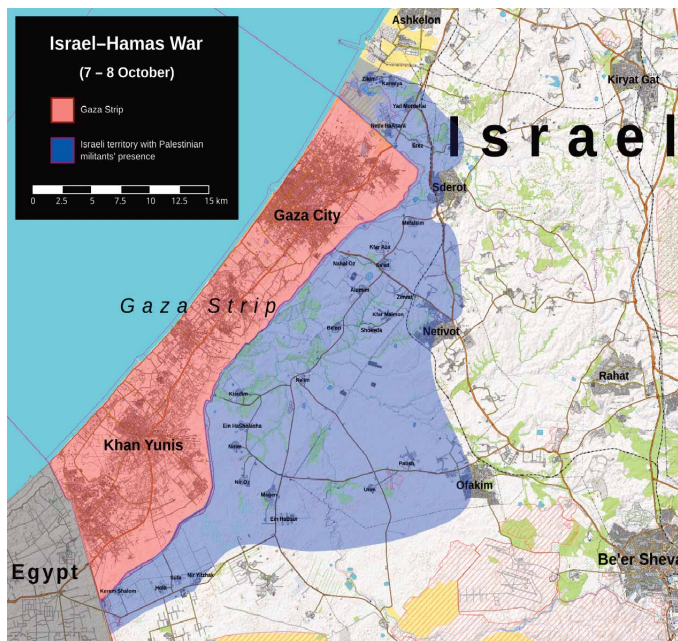
Il y a un an, jour pour jour, le premier pogrom de l'histoire de ce XXI<sup>e</sup> siècle a conduit à la mort de 1 200 hommes, femmes et enfants, blessant et mutilant plus de 7 500 personnes. Parmi ces victimes figurent 42 Français. Ce massacre de masse visait des Israéliens parce qu'ils sont Israéliens, des Juifs parce que Juifs.

Je veux, par ce message, au nom des communistes français, rendre hommage à toutes les victimes. Je veux également témoigner de la solidarité des communistes français avec les familles de celles et ceux qui, le 7 octobre, ont été capturés et pris en otage par le Hamas.

Le Parti communiste français continue d'exiger leur libération immédiate et inconditionnelle, comme le font des centaines de milliers d'Israéliens qui manifestent courageusement pour un cessez-le-feu et la démission de Benjamin Netanyahu.

Les responsables de cet acte terroriste doivent répondre de leurs crimes devant la justice internationale. Ils défigurent le juste combat du peuple palestinien pour que soit reconnu son droit à l'existence nationale et à la paix avec le peuple israélien.

Ce pogrom intervient dans un moment où l'antisémitisme grandit, dans le monde comme en France. Le PCF, dans son histoire, l'a toujours combattu avec acharnement. Comme il s'est toujours battu contre le racisme, pour le droit des



peuples à disposer d'eux-mêmes et pour la paix. Un an après, je veux redire également : les crimes du Hamas ne justifient en rien le génocide en cours à Gaza. Ils ne justifient en rien l'accélération de la colonisation en Cisjordanie et les exécutions sommaires dans les territoires palestiniens et les camps de réfugiés. Ils ne justifient en rien les bombardements aveugles au Liban.

Les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis en ce moment-même par les dirigeants de l'État d'Israël empêchent la libération des otages. Ils sont une menace pour la paix dans toute la région, et pour la sécurité même du peu-

ple israélien. Leurs auteurs, eux aussi, doivent répondre de leurs actes devant la justice internationale.

Le PCF est pleinement engagé pour le cessez-le-feu immédiat sur tous les théâtres d'opération. Pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens. Pour la reconnaissance de l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël, sur les frontières de 1967. Pour une solution à deux États pour deux peuples vivant en paix, en sécurité et en démocratie, à égalité, sur une même terre.

S'inclinant aujourd'hui devant les victimes du 7 octobre, le PCF condamne, dans notre pays, toute dérive qui prétendrait transformer un conflit politique ayant pour enjeu le partage de la souveraineté sur la terre de Palestine en guerre de religion ou de civilisation.

Notre combat est celui de la paix, de la solidarité entre les peuples, de la justice et du droit.

Nous serons toujours aux côtés des peuples palestinien et israélien et des forces progressistes qui, de part et d'autre, aspirent à la paix. ✪

**Fabien Roussel**

secrétaire national du PCF

Le 7 octobre 2024

<https://www.youtube.com/watch?v=zXMJGvHTzkU>

# Au Mexique, les gauches du monde entier réunies pour échanger sur une nouvelle société

**D**u 26 au 28 septembre s'est tenue à Mexico la 28<sup>e</sup> édition du séminaire du Parti du travail (PT). Cette rencontre annuelle est sans doute le principal temps de rencontre et d'échanges entre forces progressistes et de gauche latino-américaines, après le Forum de São Paulo, qui a lieu quelques semaines plus tôt. Le séminaire du PT a de plus la particularité d'accueillir des partis du monde entier : d'Afrique, d'Amérique du Nord, d'Asie, du Moyen-Orient ou encore d'Europe, dont le PCF.

La thématique choisie pour cette édition était « Les partis et une nouvelle société », les débats s'organisant autour de trois grands axes : « Géopolitique et géoéconomie dans un nouvel ordre mondial contesté », « Bilans, enseignements et projections des gouvernements progressistes et de gauche et des luttes sociales en Amérique latine », ainsi que des sujets de conjoncture tels que les violences commises par les droites, le crime organisé, les expériences en communication politique, ou encore les stratégies à mettre en œuvre face au changement climatique.

Il serait impossible de résumer ici les dizaines d'interventions qui se sont succédé au cours de ces trois jours intenses. Quelques grandes lignes se dégagent toutefois de celles-ci. Dans l'analyse de la situation mondiale, à l'heure où les conflits et guerres se multiplient et où les puissances « occidentales », États-Unis en tête, tentent de maintenir leur prépondérance, l'émergence d'un monde « multipolaire » est vue comme une tendance positive à favoriser afin d'ouvrir de nouveaux espaces pour la libre détermination des peuples, la paix et un développement plus équilibré. À ce titre, l'élargissement des BRICS est vu avec de grands espoirs, de même que les avancées vers une dé-dollarisation des échanges commerciaux.

Les agressions et massacres de masse commis par le gouvernement israélien en Palestine et au Liban produisent une profonde indignation à travers l'Amérique latine, et la solidarité avec le peuple palestinien a été au cœur des trois jours de débats, réaffirmée dans la quasi-totalité des interventions. En janvier dernier, les gouvernements du Mexique et du Chili avaient saisi le procureur de la Cour pénale internationale, afin que celui-ci enquête sur l'éventuelle commission de crimes relevant de sa compétence en Palestine, rejoignant les efforts d'autres pays du Sud devant les juridictions internationales. Souhaitons également à cet égard



la présence à Mexico d'Ofer Cassif, dirigeant du Parti communiste d'Israël, pour faire entendre la voix de celles et ceux qui, dans ce pays, luttent pour le cessez-le-feu, la fin de la colonisation et des politiques d'apartheid dans les territoires occupés.

Prenant la parole pour le Parti de la gauche européenne, Marco Consolo a rappelé l'importance de continuer à œuvrer pour la paix en Europe et une solution politique à la guerre en Ukraine, en soutenant notamment les efforts du Brésil et de la Chine en ce sens.

Sur le plan interne, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes vivent des processus politiques contradictoires, marqués à la fois par des avancées progressistes inédites et par la montée de courants réactionnaires et autoritaires, que ceux-ci soient au pouvoir (Argentine, Salvador) ou cherchent à (re)conquérir celui-ci (Brésil, Colombie). Ces phénomènes sont également présents en Europe, c'est pourquoi le PCF a axé sa présentation sur la situation en France, en exposant la situation issue des élections législatives : déni démocratique et crise politique, danger toujours présent de l'extrême droite, rôle du NFP et débats stratégiques pour construire une majorité populaire.

Le Mexique joue désormais un rôle prépondérant dans le panorama de la gauche latino-américaine et au-delà, à l'issue du mandat du président Andrés Manuel López Obrador (qu'il finit avec un taux d'approbation de plus de 70 %) et suite aux élections de juin

dernier, qui ont vu la victoire de Claudia Shainbaum avec 59 % des voix au premier tour. Sheinbaum, première femme élue à la tête du pays, prenait ses fonctions le 1<sup>er</sup> octobre, donnant au séminaire une effervescence particulière.

Comme l'a expliqué Citlalli Hernández, présidente sortante du Mouvement de régénération nationale MORENA, le processus mexicain de la « Quatrième transformation » (4T), étant arrivé au pouvoir plus tard que d'autres processus de la région, a pu apprendre des succès et des erreurs de ceux-ci. Aux côtés des politiques sociales, un important processus idéologique de masse, la « révolution des consciences » a été mené afin de combattre le sens commun néolibéral et de construire une nouvelle hégémonie culturelle.

Dirigeant historique du PT, parti issu du maoïsme qui constitue actuellement « l'aile gauche » de la 4T, Alberto Anaya, connu sous le surnom de *profe* (professeur) a complété l'analyse en soutenant que la viabilité d'un projet politique de gauche ayant conquis le pouvoir par la voie électorale, donc dans un cadre issu de la démocratie libérale bourgeoise, devait reposer sur des avancées progressives, en fonction des besoins et des revendications de la population, tout en renforçant l'organisation des citoyens pour construire le sujet historique de la révolution. Il s'agit donc d'utiliser le pouvoir institutionnel pour construire le pouvoir populaire.

Pour Anaya, il est indispensable dans la phase actuelle de favoriser le développement économique, scientifique, technique du Mexique, en assumant d'agir dans un cadre capitaliste. Le deuxième pilier de la viabilité du processus est en effet économique, la création de richesses, la stabilité et l'équilibre budgétaire devant permettre de construire un État providence en mesure d'opérer les transformations nécessaires.

Se tenant à un moment charnière et avec la participation d'une grande diversité d'organisations de gauche, le séminaire du PT aura été l'occasion de nombreux échanges et de partage d'analyse, pour mesurer ce qui nous unit, et parfois ce qui nous sépare, et ainsi contribuer au renforcement d'un internationalisme si nécessaire aujourd'hui. 🌐

Vincent Boulet

(1) [https://www.pcf.fr/quels\\_sont\\_les\\_d\\_fis\\_apr\\_s\\_la\\_victoire\\_de\\_la\\_gauche\\_au\\_mexique](https://www.pcf.fr/quels_sont_les_d_fis_apr_s_la_victoire_de_la_gauche_au_mexique)